



lundi 4 juin 2018

« *Escalader l'Élysée pour une régularisation généralisée ?* »

L'exploit du jeune Mamoudou Gassama, qui a escaladé quatre étages d'une façade pour sauver un enfant, a fait le buzz dans le monde entier. Macron l'a reçu, félicité et lui a promis une naturalisation rapide. Il pourra faire un service civique chez les sapeurs pompiers de Paris. On est bien sûr content que ce jeune courageux puisse ainsi sortir de la situation de Sans Papiers. Mais, comme l'a dit un humoriste, on ne peut pas demander à chaque immigré sans papiers d'obtenir un « *CAP Fort Boyard* » pour sa régularisation. Certains d'entre eux travaillent depuis plus de 10 ans dans la restauration, le bâtiment, le nettoyage... Ils ont été bien plus utiles à la société que tous ces riches que le gouvernement bichonne. Faudra-t-il, comme le disaient des manifestants le 2 juin, « *escalader l'Élysée pour une régularisation généralisée* » ?

Macron minaude, Collomb crache la haine

En fait, Macron tente d'utiliser Mamoudou Gassama pour se redonner, lui le « président des riches », une image d'humanité, alors même que Gérard Collomb, son ministre de l'Intérieur fait voter au Parlement une loi nommée « Asile et Immigration » qui en est totalement dépourvue : elle double le temps maximal de rétention administrative, généralise la possibilité de placer des enfants dans les centres de rétention, divise par deux le temps pour faire appel d'un refus de droit d'asile, codifie le délit de solidarité pour ceux qui aident les migrants...

Et Collomb, sans être jamais désavoué par Macron, multiplie les provocations verbales pour justifier sa politique répressive. Reprenant un mensonge cher au Front national, il déclare le 3 avril que « certaines régions (...) sont submergées par le flux de demandeurs d'asile », alors que la France est l'un des pays d'Europe qui accueille le moins d'immigrés. Puis, le 30 mai, il accuse les migrants de faire du « benchmarking », c'est-à-dire de choisir leur pays de destination en fonction de la législation de ce pays, et en déduit bien sûr qu'il faut durcir les lois contre les migrants.

Démantèlements policiers, tri scélérat

Le quotidien de bien des migrants, c'est bien souvent la rue ou des camps de fortune faute de lieu d'hébergement. La « solution » du gouvernement, ce sont des évacuations musclées (35 en 3 ans sur Paris). Ainsi, le 30 mai, 550 policiers ont évacué le camp de la Porte de la Villette à Paris où se trouvaient un millier de migrants, pour la plupart Soudanais, Somaliens ou Érythréens, donc théoriquement éligibles au droit d'asile puisque leur pays est en

guerre. Et ce lundi, la police a évacué de la même façon les migrants installés le long du canal Saint-Martin et Porte de la Chapelle à Paris. Ils vont être hébergés pendant quelques jours mais surtout vont être triés entre ceux qui peuvent demander l'asile en France (sans pour autant être sûrs d'être logés pendant les longs mois d'examen de leur demande) et les « dublinés », c'est-à-dire ceux qui ont été enregistrés (contre leur gré bien sûr) dans un autre pays européen et ont vocation, selon les accords de Dublin, à être renvoyés vers ce pays. En 2017, 982 migrants ont ainsi été renvoyés vers l'Italie et 869 vers l'Allemagne... pays qui accueillent pourtant bien plus de migrants que la France.

Mais, de Hollande à Wauquiez en passant bien sûr par Macron et Collomb, on nous explique que la France doit choisir entre loger ses SDF et héberger les migrants, entre s'occuper de ses propres pauvres et accueillir les migrants. Ces gens-là découvrent leurs SDF et leurs pauvres pour justifier leur politique raciste : ces SDF et ces pauvres dont ils réduisent les APL, facilitent les licenciements et suppriment des emplois dans les services publics.

Plutôt la solidarité que la peur

Il n'est pas vrai que la France est menacée de « submersion » : il n'y a eu que 121 200 demandes d'asile en 2017 (et moins de 36 000 acceptées), tandis qu'il y avait 14 859 expulsions. Le nombre total de titres de séjour délivrés en 2017 n'a été que de 262 000, une goutte d'eau pour un pays d'environ 67 millions d'habitants. Et les valeurs portées par Mamoudou Gassama surpassent de loin celles d'un Serge Dassault, d'un Gérard Collomb ou d'un Emmanuel Macron.

Marre des C Mod

La direction continue à nous imposer ses samedis gratuits en C Mod, alors que tout le monde voit que l'usine est en train de fermer. Ce mois ci en équipe B, un C Mod a eu lieu le samedi 2 juin, et un autre est programmé le 30 juin. PSA constitue ses stocks à bon compte, sans devoir nous payer en heures sup' et nous gâche nos week-end jusqu'au bout, mais gare au retour de boomerang, car les salariés commencent à exprimer leur ras-le-bol.

Faire quitter un CDI : un métier d'avenir

Altedia est présente tous les jours, tel un véritable bataillon d'experts en « dédagisme » qui bivouaque en permanence dans l'usine. En briefing, on nous présente les photos de ces grands spécialistes en départs soi-disant volontaires... Si on dégageait les dégageurs ?

Harcèlement généralisé

Les pressions permanentes pour nous faire quitter l'usine s'apparentent à du harcèlement. Il touche désormais tout le monde, même les maintenanciers. Quel avenir pour une usine où réparer les pannes n'est plus une priorité ? En tout cas, ne nous laissons pas mettre dehors dans ces conditions, mais exigeons des informations sur notre avenir.

Intox décomplexée

En Quart d'Heure Com' la semaine dernière, la direction a fait vanter auprès de nous la vitalité du bassin d'emploi de l'Oise. Fallait oser ! Prendre l'exemple d'un département particulièrement sinistré par le chômage... De quoi confirmer le peu de crédit à accorder à la parole de PSA.

Attaque contre les 35h : tous concernés

À Vesoul, les salariés continuent à s'opposer à la remise en cause des 35h par PSA, avec passage à 37h45 par semaine et suppression de 150 emplois en CDI par an pendant 3 ans. Des débrayages ont lieu, et dans les différentes usines PSA, une pétition est en train d'être signée par de nombreux salariés.

À Saint-Ouen, il y a pour le moment plus de 180 signatures. Et pour cause : à terme, cette attaque nous concerne tous.

Patrons gagnant-gagnant ouvriers perdant-perdant

Sur le site de Vesoul, pour faire semblant de négocier, la direction de PSA a modifié un peu son projet de casse des 35 heures. Au lieu de travailler 37h45 par semaine payés 36h, elle propose maintenant 37h45... payées 36h05. Elle se moque du monde : elle maintient 450 suppressions de postes en 3 ans et ne propose en compensation que la création de 75 emplois.

Usés puis jetés

PSA vient d'annoncer la fermeture pour l'automne prochain du site de pièce de rechange d'Opel à Gonesse dans le Val d'Oise, pour transférer l'activité 400 km plus loin à PSA Vesoul. Le site d'Opel est bénéficiaire : qu'importe, ce n'est pas assez pour les dirigeants. PSA ne prévoit que des indemnités honteuses pour les 76 salariés d'Opel qui ont presque tous entre 20 ou 32 ans d'ancienneté, 51 ans de moyenne d'âge. Le chômage ou le lointain déménagement. Inacceptable !

PSA-Renault : vol en bande organisée

Le site internet Mediapart révèle qu'à partir des années 2000, Renault et PSA se sont entendus pour opérer une hausse de 15 % des prix des pièces détachées pour lesquelles ils sont en situation de monopole. PSA et Renault ont ainsi soutiré environ 1,5 milliard d'euros aux automobilistes en 10 ans. Un rétroviseur de Clio d'un prix de revient de 10 € vendus 165 €. Une protection de roue de 3 € revendue 25 fois plus cher !

Et PSA a le culot de vouloir fermer le site d'Opel-Gonesse ou mettre fin aux 35h sur celui de Vesoul pour rentabiliser encore son secteur pièces détachées.

Vous avez dit « défenseurs du peuple » ?

La campagne présidentielle de 2017 a été l'occasion pour Marine Le Pen d'arroser ses amis, dont Frédéric Chatillon, celui qui célèbre l'anniversaire d'Hitler : ce sympathique personnage a reçu 500 000 €. Et dans le groupe « Europe des Nations et des Libertés » dont sont membres les députés européens du FN, on ne s'embête pas non plus, avec des dîners à plus de 400 € par tête ou, à Noël, 13 558 € pour 140 personnes.

Drôles de mœurs pour ces « défenseurs du peuple » !

Parcoursupercherie

Le 22 mai, les premiers résultats de Parcoursup ont été connus : seule la moitié des élèves avaient au moins une réponse positive. Depuis, plus de 70 % en ont une, mais souvent bien loin de leur préférence (il était impossible de classer ses vœux). On est néanmoins certain que beaucoup d'élèves resteront sur le carreau au final, car reste le problème du manque de places, faute d'un investissement massif pour accueillir les enfants du baby-boom des années 2000.

Et d'ores et déjà tout le monde a remarqué que les critères retenus par les filières ont nettement désavantagé les lycéens des banlieues populaires. Parcoursup sert surtout aggraver la ségrégation sociale. La colère contre cette sélection new-look a commencé à s'exprimer. Gageons qu'elle continuera à monter au-delà même de l'été.